



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Il faut exproprier les capitalistes !

Editorial des bulletins d'entreprises du 6 juillet 2026

Les capitalistes pleurent la bouche pleine ! Le multimilliardaire Fabien Pinckaers, propriétaire d'Odoo qui vaut plus de 8 milliards, menace de quitter la Belgique face à un projet de taxe qui ne toucherait qu'à quelques millièmes de sa fortune ! Cela a de quoi choquer ! D'autant qu'il n'est pas seul. Les représentants du patronat belge ont aussitôt embrayé en cœur, à travers la FEB (Fédération des Entreprises de Belgique), sous prétexte qu'une telle taxe « étoufferait la croissance ».

La taxe proposée par les Engagés (ex CDH) est bidon. Moins de 1% de taxe sur une partie de la fortune des millionnaires et milliardaires ! Et ils n'auraient aucun mal à la contourner avec leurs armées de fiscalistes. Et encore, ce genre de taxe vient toujours accompagnée d'une série d'exceptions pour les plus grands capitalistes qui savent très bien s'arranger avec les ministres. Quelques jours après la déclaration de Fabien Pinckaers, Yvan Verougstraete, président des Engagés, l'a rencontré pour le rassurer : pour lui « *sans patrons, ni entrepreneurs, il n'y a pas d'activité économique, pas de services publics, pas de solidarité* ».

Les milliardaires et leurs larbins politiques prétendent que les capitalistes créent les richesses... Quel mensonge ! Ils ne produisent rien. La plupart n'ont même jamais mis le pied dans une entreprise et ne font qu'attendre que les dividendes tombent sur leur compte en banque. Même les milliardaires qui n'ont pas tout hérité doivent leur fortune à l'exploitation des travailleurs et aux cadeaux massifs de l'État, à travers des commandes publiques, voire des participations dans l'entreprise.



Avec un très bon salaire de 5.000 euros par mois, il faudrait 83.000 ans pour obtenir la fortune de Fabien Pinckaers, et encore, sans rien dépenser. Le capital des milliardaires vient du vol du travail des travailleurs.

Les seuls qui créent de la richesse ce sont les travailleurs ! Et ce que ne disent pas la FEB et Fabien Pinckaers, c'est que, pendant que la majorité de la population s'appauvrit, la richesse des milliardaires explose.

En Belgique, 17 milliardaires possédaient en 2025 autant que 3,6 millions de belges, presque un tiers de la population !

Partout dans le monde, les gouvernements, de droite et de gauche, servent la soupe aux capitalistes par des milliards de cadeaux, qu'ils vont chercher en s'attaquant aux services utiles à la population ou en augmentant les taxes.

Ce sont des années de transferts massifs vers les capitalistes qui ont mis les hôpitaux et les maisons de retraite dans un état critique, qui ont contribué à faire que la canicule de fin juin entraîne en Belgique officiellement plus de 1.747 décès supplémentaires, soit plus de 100 par jour... Et évidemment rien n'a été fait pour mieux faire face aux canicules suivantes.

Au contraire, cela va encore s'aggraver. Pour « relancer la croissance », la FEB exige que le gouvernement s'attaque encore aux soins de santé : « *On ne peut plus défendre que ce budget de 60 milliards d'euros augmente de près de 5% chaque année et qu'on continue à aller chez le docteur pour 1 euro.* », a dit le dirigeant du syndicat patronal qui n'a aucun problème à payer le médecin. Leurs serviteurs au gouvernement sont déjà en train de préparer les coupes budgétaires suivantes !

L'insatiable soif de profit des capitalistes les amène à s'attaquer toujours plus durement aux conditions de vie des populations, peu importe si cela provoque des morts.

Loin de mettre en place les nombreuses solutions qui permettraient de faire face au réchauffement climatique, les dirigeants du capitalisme préparent des catastrophes pires encore. Ils augmentent partout les budgets de l'armement, et embrigadent les populations en préparation d'une troisième guerre mondiale.

La concurrence capitaliste ne leur laisse pas d'autre choix, car ils doivent toujours tenter de s'emparer des marchés et des ressources de leurs concurrents sous peine d'être avalés à leur tour. C'est la guerre commerciale permanente et qui dégénère en affrontement militaire.

Les capitalistes nous mènent à la catastrophe. Quand les Engagés, après le PS et le PTB parlent aujourd'hui d'une taxe sur leur fortune, c'est de la poudre aux yeux pour les électeurs.

Ce qui est nécessaire, c'est de s'organiser entre travailleurs

pour préparer la riposte aux attaques qui pleuvent sur le monde du travail. Les travailleurs font tourner toute la société, nous sommes les plus nombreux ! Et demain, lorsque nous retrouverons le chemin des luttes, y compris en pleine guerre, nous pourrions faire bien plus que de nous défendre : il faudra les exproprier pour leur retirer leur pouvoir de nuire, et utiliser les richesses immenses qui sont dans leurs mains pour construire une société sans oppressions et sans exploitation, une société communiste !

Dans les entreprises

VW, Stellantis, Renault : gros drama pour gros profits

Quand on veut tuer son chien, on l'accuse de la rage. Et quand les géants de l'automobile veulent licencier pour réduire leurs coûts et augmenter leurs profits, rien de tel qu'une bonne campagne de dramatisation.

VW, Stellantis et Renault dominent le marché automobile européen, concentrant à eux trois plus de la moitié des immatriculations de voitures neuves en Europe. Ils ont accumulé des dizaines de milliards d'euros de profits. Stellantis par exemple, pourtant pas le plus gros des trois, a amassé 54 milliards de profits de 2021 à 2025, plus que le budget annuel des soins de santé en Belgique. Pourtant, à les entendre, toute l'industrie automobile européenne serait au bord du gouffre.

Dès 2024, le directeur financier de VW, Arno Antlitz, annonçait devant 25.000 travailleurs que la marque n'avait plus

« qu'un an, peut-être deux » pour se redresser, ajoutant que « le marché n'est tout simplement pas là ». Chez Stellantis, l'ancien CEO Carlos Tavares prédisait carrément un « bain de sang » et décrivait l'automobile comme entrée dans une période « darwinienne », où seuls les plus forts seraient appelés à survivre. Quant à l'ex-patron de Renault, Luca de Meo, il dénonçait un véritable « assaut de véhicules électriques venus de Chine », ajoutant de la propagande antichinoise mensongère à sa campagne.



Aux déclarations dramatiques ont suivi les annonces de suppressions de postes. En 2025, Stellantis a procédé à près de 2.500 suppressions de postes en

Italie, essentiellement sous forme de départs prétendument volontaires. En juin 2026, la direction de Renault a annoncé un plan de 10 à 15 % de suppressions d'emplois dans l'ingénierie, soit entre 800 et 1.000 emplois sur les 5.800 en France. La direction de VW a de son côté multiplié les annonces et envisage désormais de supprimer jusqu'à 100.000 emplois d'ici 2030 sur un total de 657.000 emplois dans le monde.

Mais rien de cela n'a gêné le moins du monde les trois groupes pour réclamer ensemble, le 12 juin dernier, aides et avantages à l'Union européenne, au nom de la défense de l'industrie et... de l'emploi ! La Commission leur promet des aides et une préférence européenne ? Les constructeurs applaudissent... avant de réclamer que les conditions soient allégées afin de toucher les cadeaux publics tout en conservant jusqu'à 30 % de la production hors des critères, notamment dans leurs usines à bas coûts situées partout dans le monde, dont... en

Chine. Quand il s'agit de récupérer des milliards en aides publiques, les grands constructeurs européens ne sont pas à quelques mensonges et contradictions près.

Les groupes automobiles innovent tour à tour la concurrence chinoise, la transition électrique ou leurs propres « *erreurs stratégiques* » pour tenter de justifier les milliards d'argent public et les sacrifices imposés aux travailleurs. Ce sont des mensonges. Dans tous les pays, peu importe le secteur, les groupes capitalistes se font concurrence en tirant les salaires

et les conditions de travail vers le bas. Ils n'ont pas d'autre perspective à offrir aux travailleurs que de se crever au travail pour leurs profits, aujourd'hui en construisant des voitures, demain en produisant peut-être de l'armement ? Le problème n'est ni européen ni chinois : le problème c'est le capitalisme.

Grève chez BPost

À Courtrai, 35 facteurs se sont mis en grève pour dénoncer des charges de travail trop importantes. Comme chaque année, avec les soldes, le nombre

de colis augmente. Et comme chaque année, les patrons le savaient très bien ! Mais s'ils décident de ne pas embaucher plus, c'est parce qu'ils comptent sur le dos des travailleurs comme variable d'ajustement.

Pour eux, ne pas embaucher signifie moins de salaires à payer. Pour les travailleurs, ce sont des articulations douloureuses, moins de pauses, plus de tensions. Et tout ça... sous la canicule !

Il faut plus de CDI pour répartir le travail entre plus de collègues !

Leur société

Canicule capitaliste : les profits d'abord

La canicule de juin a été la plus meurtrière de l'histoire de la Belgique, avec officiellement 1747 décès supplémentaires, en réalité bien plus. Dans les logements, les écoles, les transports et les lieux de travail, les températures ont explosé. Dans certains ateliers, elles ont parfois approché les 50 °C.

Pour de nombreux travailleurs, les cadences déjà infernales en temps normal sont devenues une véritable torture sous l'effet de la chaleur. Travailler pendant des heures dans un entrepôt, un atelier, une cuisine, sur un chantier ou dans un véhicule surchauffé met directement la santé en danger.

Malgré cette situation extrême, le patronat et le gouvernement n'ont pris aucune mesure. Il fallait continuer à travailler coûte que coûte, quitte à mettre en péril la santé et la vie des travailleurs.

Car, dans cette société, l'arrêt de la production est considéré comme plus grave que l'épuisement, la maladie ou la mort de celles et ceux qui produisent les richesses.

Le patronat ne raisonne pas en fonction des besoins humains, mais en fonction de ses profits.



Hôpitaux en surchauffe

Avec la canicule, les hôpitaux et l'ensemble des services de soins ont été soumis à une pression considérable face à l'afflux important d'appels et de patients.

Les familles des milieux populaires ont été les premières touchées. Beaucoup vivent dans des logements mal isolés, impossibles à rafraîchir, où la température devient rapidement insupportable. Les personnes âgées, les malades chroniques, les enfants et toutes celles et ceux dont la santé est déjà fragilisée se retrouvent ainsi directement mis en danger.

Dans les services d'urgence, la charge de travail des équipes explose. Les soignants doivent courir partout pour compenser le manque de personnel et d'infrastructures. Ils doivent prendre en charge toujours plus de patients avec pas plus, voire moins de moyens.

Selon une enquête syndicale menée auprès de 5.000 soignants, la moitié d'entre eux déclare être régulièrement contraints de travailler alors qu'ils sont malades, et un tiers fait des heures supplémentaires chaque semaine.

Le manque de personnel entraîne une multiplication des heures supplémentaires. Celles-ci provoquent l'épuisement, les arrêts maladie et le départ de nombreux soignants. Ces départs aggravent ensuite les pénuries et obligent le personnel restant à travailler encore davantage.

Des patients hospitalisés pour des maladies ordinaires se sont retrouvés en réanimation à cause d'hyperthermie. Au lieu d'être protégés à l'hôpital, des malades ont été exposés à des températures dépassant les 30°C dans certains services.

Comment accepter que des patients et des soignants souffrent dans les hôpitaux pendant que les gouvernements trouvent des milliards pour acheter des avions de chasse et des missiles ? La logique de la bourgeoisie est toujours la même : sacrifier la santé, les salaires et les services publics au nom de la compétitivité, des profits et de la guerre. Une société capable de produire d'immenses richesses devrait pouvoir garantir des hôpitaux correctement équipés, des bâtiments adaptés aux fortes chaleurs et des conditions de travail dignes. Si elle ne le fait pas, ce n'est pas par manque de moyens, mais parce que ces moyens sont accaparés par une minorité de capitalistes.

Explosion de flexi-jobs

En un an, le nombre de flexi-jobbeurs bruxellois a augmenté de 42 %. À Liège, un travailleur sur dix exerce un flexi-job, c'est-à-dire un emploi d'appoint, moins taxé, accessible aux personnes qui travaillent déjà au moins à 4/5^{ème} ou aux pensionnés.

Face à la faiblesse des salaires et des pensions, beaucoup sont contraints d'accepter un second emploi pour faire face au coût de la vie. À Liège, 63 % des flexi-jobbeurs ont plus de 64 ans.

Pour le patronat, les flexi-jobs représentent une main-d'œuvre bon marché pour augmenter ses profits. Les employeurs paient moins de cotisations et font perdre au travailleurs de nombreux droits liés aux contrats classiques : congés payés, treizième mois, indemnités de licenciement ou véritable préavis.



Ces contrats permettent aussi d'imposer des horaires imprévisibles, des changements de dernière minute et donc davantage de pression sur les travailleurs. Ces contrats précaires vont se généraliser de plus en plus avec l'extension à tous les secteurs décidée par le gouvernement.

Sous prétexte de permettre de « gagner un peu plus », les flexi-jobs permettent au patronat de maintenir des salaires et des pensions insuffisants pour vivre, poussant les pensionnés et les travailleurs à compenser leurs revenus insuffisants par du travail supplémentaire. Ils organisent la précarité et la concurrence entre

travailleurs, tout en tirant les salaires et les conditions de travail vers le bas.

Avec ou sans emploi, même combat

Le premier juillet, ce sont 40.000 chômeurs supplémentaires qui ont été privés de leurs allocations. En tout, depuis janvier 2026, ce sont 170.000 personnes qui sont privées de leurs revenus parce qu'elles cumulent plus de deux ans de chômage.

Diviser pour mieux régner

Le gouvernement a multiplié les sorties insultantes et les mensonges pour justifier sa réforme. Bart De Wever (N-VA) avait affirmé que le chômage en Belgique était un « *hamac pour la vie* ». Le ministre de l'emploi, Clarinval (MR), avait prétendu, avant de reconnaître que c'était un mensonge, que, parmi les chômeurs en Belgique, « *moins de la moitié sont belges* », ajoutant de la division raciste à la propagande anti-chômeurs. Et Georges-Louis Bouché (MR) avait osé proclamer que « *cette mesure rapportera désormais 2 milliards d'euros par an à l'État. De l'argent qui servira à augmenter le salaire net des travailleurs.* »

Ces mensonges font partie d'une campagne de propagande destinée à monter la population contre les chômeurs, en les faisant passer pour des profiteurs qui resteraient volontairement au chômage pour éviter de travailler. Mais c'est un mensonge ! Les chômeurs sont avant tout des travailleurs ! Avant de tomber au chômage, ils ont dû travailler, et ont été licenciés, avant d'obtenir une allocation chômage.

Et il y a 100 ou 150 ans, ce sont bien les travailleurs qui ont commencé à mettre en place les caisses de chômage, avant que celles-ci ne soient reprises par l'État, pour faire face à l'insécurité économique que ne cesse de provoquer le capitalisme ! Car les responsables du chômage sont avant tout les grands patrons qui peuvent utiliser leurs milliards pour embaucher et exploiter plus de travailleurs... ou pour licencier massivement s'ils pensent que cela va leur rapporter plus. Mais pour éviter de voir les travailleurs, avec ou sans emploi, s'unir contre eux, les grands patrons et les politiciens à leur botte tentent de monter les uns contre les autres.

Vagues de précarisation

D'après l'ONEM, seuls 10% des exclus du chômage ont retrouvé un emploi ! Et encore, c'est probablement pour la plupart des emplois précaires, intérimaires ou CDD, vu à quel point ce type de contrat se développe. De manière générale, il n'y a officiellement qu'un poste vacant pour quatre chercheurs d'emploi, et encore, beaucoup de postes vacants n'existent que sur papier.

Parmi les exclus du chômage qui ne retrouvent pas de travail, 40% tentent de percevoir une allocation aux CPAS, qui se retrouvent débordés sous les demandes. Le gouvernement a intentionnellement sous-estimé le nombre des exclus qui demanderaient de l'aide aux CPAS pour justifier des financements insuffisants et faire des économies.

Cette situation surcharge de travail les assistantes sociales des CPAS et poussent les politiciens qui les dirigent à chercher par



tous les moyens à refuser ou diminuer l'aide sociale à ceux qui en ont besoin. Et les exclus qui ne retrouvent pas d'emploi et qui ne vont pas au CPAS sont contraints de manger sur leur épargne, s'ils en ont, ou de faire appel à la solidarité familiale et de vivre dans la débrouille.

Ces exclusions, loin de pousser qui que ce soit à trouver un emploi, poussent des milliers de personnes encore plus loin dans la précarité et la misère.

Une enquête de la mutualité Solidaris dénonçait par exemple que des milliers de familles monoparentales, en majorité des mamans solo, sont touchées par ces exclusions. En perdant leur allocation, elles risquent aussi de perdre leur logement ou leur accès à la crèche, rendant leur recherche d'emploi encore plus problématique.

Parmi les exclus se trouvent également un grand nombre de personnes âgées de plus de 50 ans, pour qui il est quasiment impossible de trouver un emploi correct et pas trop éloigné.

Même dans la quatrième vague qui vient d'être exclue et dont le gouvernement prétendait qu'il s'agissait majoritairement de jeunes, 42% ont plus de 50 ans.

Les chômeurs sont des travailleurs !

Cette réforme ne sert pas à remettre les gens au travail ! Pour cela, il faudrait aller prendre sur les profits des capitalistes pour embaucher massivement et se répartir le travail entre tous, sans perte de salaire !

La vraie raison de la réforme du chômage est de couper dans les budgets utiles à la population pour augmenter les milliards d'argent publics offerts au grand patronat, et pour augmenter les budgets de l'armement.

Loin de permettre des augmentations de salaire comme le prétendent les politiciens, les exclusions tirent au contraire les salaires et les conditions de travail vers le bas ! Les patrons peuvent se permettre de proposer des postes moins bien payés et plus précaires, et même refuser les travailleurs qui poseraient trop de questions sur le salaire ou les conditions de travail lors de l'embauche.

La seule manière de faire augmenter nos salaires et d'améliorer nos conditions de vie, ce sera en s'unissant à l'échelle de tous les travailleurs, avec ou sans emploi, pour mener une lutte frontale contre le patronat et le gouvernement qui les sert.

Nos lecteurs nous écrivent

Visites domiciliaires

Une loi autorisant les rafles des personnes sans titre de séjour là où elles sont hébergées est actuellement en projet. Les « *visites domiciliaires* » permettront à la police de pénétrer dans un logement hébergeant au moins une personne en situation irrégulière, en utilisant la contrainte si nécessaire, entre 5h du matin et 21h.

Le but est d'arrêter des personnes sans titre de séjour prétendument considérées comme un danger « *pour l'ordre public ou la sécurité nationale* », les transférer en centre fermé et finalement les expulser.

Ce projet de loi ne date pas d'hier. Il a déjà été sur la table en 2018 mais avait suscité de très vives réactions de la part de la population. Des associations, des juristes et de nombreux habitants avaient fait campagne contre ce qu'ils appelaient à juste titre la « *criminalisation de la solidarité* ». De nombreuses communes avaient également voté des motions condamnant les visites domiciliaires. Aujourd'hui, le nouveau gouvernement revient à l'attaque. Ce sont la ministre de l'Asile et de la Migration Van Bossuyt et la ministre de la Justice Verlinden qui portent ce projet de loi.

Peu importe au gouvernement que le Conseil d'Etat constate des manquements graves aux droits fondamentaux, le projet de loi continue son chemin sans modification majeure. Il a été approuvé par le conseil des ministres et sera prochainement envoyé au parlement.

On s'offusque des méthodes de ICE, la violente police de l'immigration aux USA, mais la logique est la même. Cette loi sur les visites domiciliaires amalgame personnes sans titre de séjour et criminels et ne permet aucun recours aux personnes arrêtées. La notion de « danger pour l'ordre public » est complètement floue et peut être très largement interprétée. La Ligue des Droits Humains explique par exemple qu'une personne travaillant au noir pourrait tomber sous cette appellation.

« Avec le PS, ce serait mieux ? »

Trente-huit associations bruxelloises actives en matière de prévention et de santé attendent encore leurs subsides de fonctionnement pour 2026, alors que le budget bruxellois est en déficit, faute de faire payer millionnaires et milliardaires.

Mais à quoi servent ces associations ? Stop it now !, par exemple, aide des centaines de personnes qui ressentent des pulsions sexuelles pour des enfants et ont peur de passer à l'acte. Une aide qui profite en réalité surtout aux enfants...

Le Groupe pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles Féminines, GAMS, accompagne chaque année plus de 1000 personnes pour éviter que des fillettes ne soient excisées, une mutilation génitale horrible encore pratiquée dans de nombreux pays... et même clandestinement en Belgique.

Sans les subsides du gouvernement bruxellois, ces associations vident leurs trésoreries pour payer les salaires avant de licencier leur personnel et peut-être disparaître. Le ministre de

l'action sociale, l'OplenVLD Dirk De Smet, le ministre de la santé, le PS Ahmed Laaouej, laissent les courriers des associations sans réponse. Quelle méthode cynique !

Les ministres se préoccupent seulement d'éviter une mobilisation des travailleurs de ces associations en laissant planer l'incertitude. Le PS est parfaitement capable d'appliquer l'austérité avec la droite, en utilisant l'hypocrisie plutôt que le mépris d'un Bouchez. Mais en sacrifiant tout pareil les besoins de la population.

Attaques contre les plus précaires

Engager des détectives pour enquêter sur des potentiels revenus ou biens immobiliers non déclarés d'allocataires du CPAS : voilà le nouveau projet de loi validé par le conseil des ministres du gouvernement fédéral. Cela s'ajoute à la longue liste de mesures ayant pour objectif de désigner les plus pauvres comme responsables du déficit budgétaire de l'Etat. En décembre 2025, le gouvernement flamand avait déjà voté une mesure pour autoriser des enquêtes... sur le poids des déchets dans les logements sociaux pour déterminer si un locataire non déclaré ne vivait pas dans le logement social !

Les plus riches fraudent

Les dépenses pour les CPAS ne représentent que 2 à 3 milliards, entre 1% et 2% du budget fédéral ! Dans le même temps, les transferts vers les paradis fiscaux représentaient, eux, 500 milliards en 2023, et ne font qu'augmenter chaque année !

Mais la cellule qui lutte contre la fraude fiscale a été réduite à... 2 personnes ! Le gouvernement quand il dit qu'il cherche à faire des économies à tout prix. Il veut surtout stigmatiser et augmenter la pression contre les pauvres, et soutenir les capitalistes qui sont les seuls vrais parasites !

Vignette Automobile

Les ministres régionaux de la mobilité ont annoncé une vignette automobile pour mai 2027. Mais, rassure le ministre wallon François Desquesnes, pas de panique. La vignette ne sera obligatoire que sur les routes régionales et les autoroutes. Les routes provinciales, communales et les chemins forestiers restent en parcours libre.

De même, nul besoin de



s'acheter l'abonnement annuel (90 à 125 euros). On pourra aussi choisir d'acheter la vignette pour un seul jour (8 à 11,25 euros).

Ainsi, le retraité qui choisit un jour de s'offrir le luxe d'utiliser sa voiture n'aura qu'à utiliser son app' bancaire pour acheter la vignette... s'il sait utiliser un smartphone.

Infirmières à domicile, aide-ménagères en titre service, joignez l'utile à l'agréable en planifiant vos déplacements professionnels via les routes de campagne ! On peut être ministre, servir les riches, et rester humain...

Pécule de vacances des ouvriers : méfiance légitime !

De nombreux travailleurs ont découvert dans la presse début juillet que le ministre de l'Emploi, David Clarinval (MR), s'en prend désormais au paiement du pécule de vacances des ouvriers.

Le pécule de vacances des ouvriers, contrairement aux employés, n'est pas payé directement par l'employeur mais par l'Office national des vacances annuelles (ONVA), une caisse gérée par les organisations patronales et syndicales et financée dans sa quasi-totalité par les cotisations patronales. Lors du Covid, de nombreux travailleurs ont été mis en chômage pour force majeure. Les jours chômés étaient assimilés à du travail et donnaient droit à des jours de vacances. Mais, selon l'accord du gouvernement, les entreprises ne devaient pas payer de cotisations à l'ONVA. Les cotisations patronales, qui ont un nom trompeur car elles proviennent en réalité des richesses créées par les travailleurs, ont fini en profits supplémentaires pour les actionnaires. Depuis, l'ONVA est bien sûr en déficit.

Si rien n'est supprimé à ce stade, le ministre utilise désormais ce déficit pour remettre en question le financement du pécule de vacances des ouvriers. Les mesures concrètes restent floues mais selon les journalistes, le ministre veut que les mesures pour réduire le déficit soient conditionnées à « l'engagement pris par les interlocuteurs sociaux de trouver des solutions structurelles pour éviter de nouveaux dérapages à l'avenir. Par

exemple en limitant les assimilations donnant droit à un pécule ». Les journées assimilées à du travail sont aujourd'hui : les absences pour maladie et accident, les accidents de travail, le congé de maternité, les repos compensatoires des heures supplémentaires, le chômage économique... Bon prince, le ministre laisse le choix aux syndicats et aux patrons de qui pénaliser : la jeune accouchée, le travailleur en chômage économique, l'accidenté du travail ?

Alors oui, les ouvriers ont raison de se méfier ! Tout comme de nombreux autres droits, le droit aux congés payés peut lui aussi être remis en question. Pour tenter d'éviter une réaction des travailleurs, cela passera sans doute par des attaques progressives et des mesures complexes. Mais c'est comme ça que, petit à petit, le patronat augmente ses profits en grignotant sur les acquis des travailleurs.

Toutes les avancées sociales sont le résultat de décennies de luttes du monde du travail et d'un rapport de force. Mais sous le capitalisme, elles sont constamment remises en question. Aujourd'hui, le patronat s'en prend aux pensions, au chômage, au congé maladie, aux primes de nuit... Demain, il n'aura aucun scrupule à s'en prendre aux congés payés. La seule façon d'arrêter de reculer c'est de reprendre le chemin de la lutte, puis de se débarrasser une fois pour toutes du capitalisme.



Iran : reprise de la guerre

Le 17 juin était signé un protocole d'accord visant à trouver une fin à la guerre israélo-américaine contre l'Iran. Depuis le cessez-le-feu d'avril, les hostilités étaient en quelque sorte « gelées ». En réalité, les bombardements ont toujours continué à Gaza et au Liban. Mais ils étaient limités contre l'Iran. Mardi 7 juillet, moins d'un mois après la signature du protocole d'accord, les affrontements ont repris. Accusant l'Iran d'attaques contre trois navires commerciaux dans le détroit d'Ormuz, les Etats-Unis ont bombardé pendant deux nuits consécutives des dizaines de cibles en Iran. En représailles, l'Iran a visé des bases américaines dans des États du Golfe : le Koweït, Bahreïn et le Qatar.

En plus des bombardements, les déclarations guerrières ont repris de plus belle. Trump a annoncé vendredi, tout en affirmant continuer les discussions avec l'Iran, que le cessez-le-feu en vigueur depuis avril était bel et bien « *terminé* ». L'Iran a menacé de se retirer de l'accord avec les Etats-Unis sur le Moyen-Orient. Le nouveau guide suprême Mojtaba Khamenei a écrit qu'il s'engageait à « *venger le sang* » de son père Ali Khamenei, tué au tout début du déclenchement de la guerre. Trump a alors menacé « *de détruire complètement toutes les régions d'Iran* » si la République islamiste tentait de le tuer.

Les dirigeants des grandes puissances capitalistes tuent qui ils veulent, y compris les dirigeants des pays plus faibles !

Cette reprise du conflit est-elle temporaire ou va-t-elle replonger toute la région dans encore plus de violence tout en amenant des conséquences économiques graves partout sur la planète ? Déjà, à Gaza et au Liban, Israël a intensifié ses attaques. En Cisjordanie, la colonisation et l'annexion de territoires où vivent des Palestiniens s'accroissent. En conséquence de la reprise des hostilités, le trafic dans le détroit d'Ormuz, qui avait à peine repris fin du mois de juin, se retrouve à nouveau à l'arrêt.

En Iran, comme en Irak, en Syrie, en Libye, il n'y a jamais de vrai retour à la paix sous ce régime capitaliste malade. Il n'y a qu'une série de conflits entrecoupés de pauses pour négocier le partage des ressources avec la peau des peuples du Moyen-Orient. Pour se débarrasser des guerres, il faudra se débarrasser du capitalisme !

Photo : Massoud Shahrestani



Le peuple cubain étranglé

Depuis janvier, le gouvernement Trump a aggravé le blocus de Cuba pour mettre la population à genoux et pousser ses dirigeants à se soumettre à la domination américaine. Les importations de pétrole sont bloquées. L'électricité est donc réduite à 2 ou 3 heures par jour.

La plupart des moyens de transports sont à l'arrêt. Le système de santé, qui faisait la fierté des habitants, est paralysé. Les opérations, les dialyses deviennent difficiles. L'économie s'effondre. Des entreprises étrangères ont quitté le pays. Les travailleurs cubains tentent de survivre au chômage et à l'inflation galopante.

Dans l'espoir de desserrer le nœud coulant, le parlement cubain vient de voter, le 18 juin, 176 mesures pour ouvrir l'économie cubaine au capital étranger, y compris américain. Les entreprises d'État pourront être vendues au privé, et leurs travailleurs pourront être licenciés. Les banques et les entreprises étrangères pourront opérer sur tout le territoire. Les subventions publiques sur l'eau, l'électricité, les loyers, qui bénéficient à tous, seront désormais réservées aux plus pauvres.

Loin de se contenter de ces concessions, le gouvernement américain a déjà qualifié ces mesures « *d'écran de fumée* ».

Trump et les capitalistes américains veulent balayer les derniers vestiges d'une révolution qui leur tient tête depuis 1959, et rétablir un gouvernement à leur botte qui ramènera Cuba à l'époque où la misère amenait les femmes à se prostituer massivement pour survivre.

**Suivez nous
sur les réseaux:**

Lutte Ouvrière Belgique

Email: contact@lutteouvriere.be

Tel: 0470-18.82.39

Internet: www.lutte-ouvriere.be